

Un autre monde est-il possible?

Porto Alegre, vu du Sud

Le Forum Social Mondial qui s'est réuni pour la deuxième fois du 31 janvier au 5 février 2002 à Porto Alegre (Brésil), parallèlement au Forum Économique (réuni à New York), dirigé par les élites économiques et politiques mondiales, stratèges et idéologues de la globalisation néo-libérale, a certes réussi à attirer l'attention de la presse internationale, y compris luxembourgeoise. Mais rares étaient dans nos journaux les voix du Sud qui commentaient cet événement destiné à cristalliser la lutte mondiale contre la globalisation. forum est heureux de pouvoir présenter à ses lecteurs un article de la plume de João Geisen, prêtre luxembourgeois engagé aux côtés des plus pauvres dans le nord-est brésilien (cf. forum n° 212/décembre 2001). L'article nous parvient certes avec retard – c'est le prix des communications déficientes dans et avec les pays du Sud –, mais les revendications exprimées – la constitution d'un contre-pouvoir anti-globalisation – n'ont malheureusement rien perdu de leur actualité.

Un méga-événement: un total de 51 300 participants, dont 15 230 délégués inscrits et quelque 35 000 auditeurs de 131 pays; présence de 400 parlementaires de différents pays, de 150 maires et adjoints, de plus de 100 juges, de 11 600 jeunes de 48 pays et de 2.500 enfants (mini-Forum), de 2.400 journalistes représentant 1.090 moyens

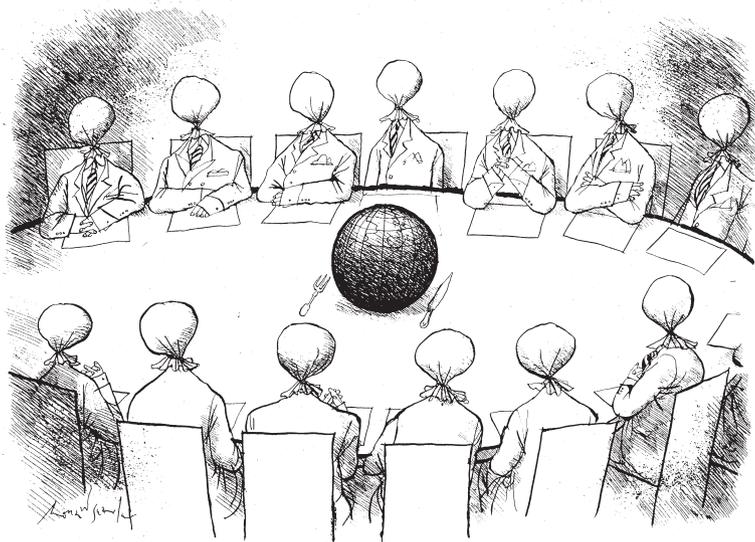
de communication et de 780 journalistes autonomes; réalisation de 27 conférences, de 80 séminaires, de plus de 700 ateliers, de dizaines de témoignages, d'actes politiques, de manifestations culturelles, d'un camps de jeunesse et d'un autres pour les indigènes, le tout en une semaine.

Parmi les thèmes débattus: situation des populations urbaines et développement social, rôle et transformation du système financier mondial, dette extérieure, organismes internationaux, ALEA (zone de libre commerce des Amériques), guerres, résistance à la globalisation néo-libérale, principes et valeurs en vue de la transformation sociale.

Villes et populations urbaines et système financier

Les expériences des mouvements sociaux démontrent que la globalisation entraîne une exclusion croissante des populations pauvres, exigeant tout un processus de lutte pour la conquête et le maintien de leurs droits en milieu urbain. L'idée serait d'articuler les luttes locales avec une stratégie de changement du système financier, en approfondissant les questions du droit de propriété et du financement des politiques concrètes, qui

Dialogue de sourds
Cartoon: Searle,
in: Le Monde



garantissent l'accès universel aux droits d'habitation, l'assainissement etc. L'application de la taxe Tobin et l'utilisation des fonds de pension pourraient être faites en ce sens. Moins de 4% de la valeur des 225 plus grandes fortunes du monde est suffisante pour garantir l'accès universel à l'éducation, la santé, l'assainissement urbain et l'alimentation pour tous les habitants de la terre. Mais alors il faut changer le système financier mondial et établir des politiques de création d'emploi et de revenu ainsi que de crédit pour le développement productif. Pour avancer en direction de cet objectif, il faudra faire face à deux grands problèmes: une plus grande organisation syndicale mondiale des travailleurs liés au système financier face au modèle d'organisation des institutions financières privées; et s'unir en vue d'actions concrètes face à la dette extérieure du Tiers-Monde.

Dette extérieure

Selon le comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde, la débâcle financière argentine remet la lutte contre la dette au premier plan. En plus des protestations populaires argentines qui ont fait tomber plusieurs présidents en quelques jours depuis décembre 2001, d'autres événements encouragent la relance de cette lutte: le plébiscite contre la dette au Brésil (en 2000), le soulèvement populaire en Équateur (janvier 2001). Différentes données présentées montrent à l'évidence que la dette est un obstacle majeur à l'élimination de la pauvreté dans le monde:

1) Selon l'ONU, l'application annuelle de 80 milliards de dollars durant les 10 prochaines années éliminerait la pauvreté sur la planète. Cette somme est trois fois moindre que celle du total des services de la dette payée par le Tiers-Monde en 2001.

2) En 1999, les 87 pays les plus endettés ont payé 150 milliards de dollars de plus que les prêts qui leur ont été concédés.

3) Entre 1980 et 2000, le Tiers-Monde a envoyé l'équivalent de plus de 40 plans Marshall vers le Nord. Si l'objectif est de mettre fin à la dette extérieure du Tiers-Monde d'un montant de 400 milliards de dollars, il faudra établir un agenda commun. Une idée serait d'appuyer la lutte des peuples pour que leurs gouvernements ne commettent plus l'erreur d'accepter une renégociation qui privilégie les créanciers. Une autre, lancée aux gouvernements, serait en plus de l'annulation des dettes existantes, de créer un fonds contre la pauvreté, par pays ou par région, où serait déposé l'argent économisé avec le non-paiement des dettes. Son administration serait partagée (gouvernement – société civile) ou popu-

laire, avec une dynamique de démocratie participative, selon l'exemple du budget participatif pratiqué à Porto Alegre.

Un tribunal populaire international de la dette extérieure, avec la participation de 5000 personnes, a prononcé un verdict unanime: celui de l'annulation immédiate des dettes des pays du Tiers-Monde.

Organisations internationales

Le Forum a condamné le manque de transparence du FMI, de la BM et du BID, responsables des grands financements accordés aux pays pauvres, ainsi que le manque de représentativité des pays-membres de ces institutions. En vérité, elles se trouvent au service des grandes compagnies transnationales. Il faudrait les soumettre à un "audit" en vue de leur démocratisation et créer de nouveaux modèles, inspirés de l'expérience du budget participatif, pour que les populations puissent contrôler l'usage des emprunts de leurs gouvernements. Sans quoi, d'autres banqueroutes suivront après celle de l'Argentine, disciple modèle du FMI.

Par conséquent, il faut restreindre le rôle des institutions globales et définir ce qui doit être régional et local. Plus important que des tribunaux globaux, un État global ou Parlement mondial est la globalisation de l'égalité, de la justice et des droits économiques, sociaux et politiques. Système financier et crédit social devraient constituer des thèmes centraux du prochain Forum.

Résistance contre la globalisation

Les mouvements sociaux des différents pays basent leur résistance contre la globalisation sur des aspects idéologiques, économiques, politiques et culturels. À partir d'une lutte contre la vente d'eau en Inde a commencé une opposition contre sa privatisation. En discutant sur le plan idéologique l'idée de "libre commerce" comme forme de développement et de modernité, on arrive à la conclusion que le marché n'est pas libre, mais qu'il est dirigé avec et par les riches. Sur le plan politique, la société civile cherche à s'organiser sans dépendre de l'État. Sur le plan économique, il y a des mouvements qui luttent pour que les produits importés n'étranglent pas la production nationale. Sur le plan culturel, se déroulent des luttes contre l'exploitation et la violence contre les femmes.

Il y a des participants du Forum qui préfèrent parler de globalisation solidaire ou alternative, d'autres d'anti-globalisation ou déglobalisation. Entre différentes préoccupations, relevons les suivantes:

Les dieux néo-libéraux sont la monnaie, le marché et le capital et sur leurs autels les maîtres du monde sacrifient la vie de milliards d'êtres humains, exacerbant la marginalisation par l'exclusion.

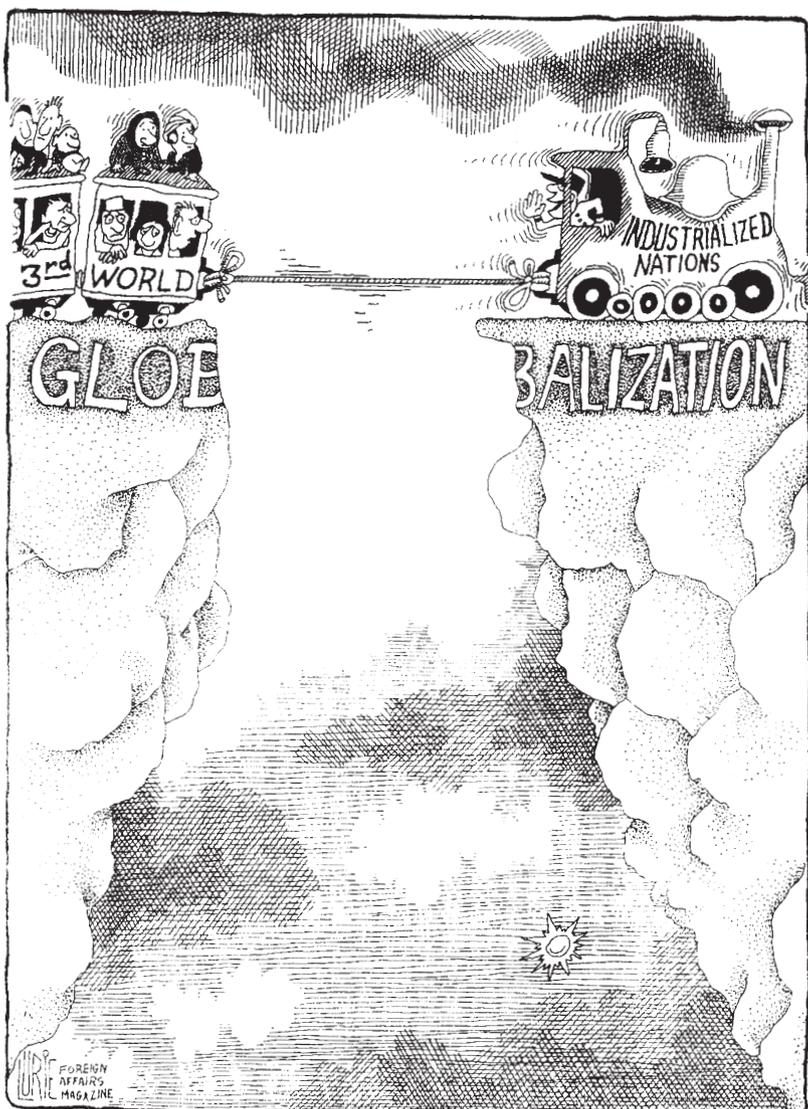
- Le monde doit être déglobalisé, c'est-à-dire l'économie mondiale doit être réorientée, donnant priorité au marché interne.

- Les décisions ne doivent pas être définies par le marché, mais dans le sens de renforcer la production sous forme de coopératives et en accord avec le principe de subsidiarité (le plus près possible du peuple).

- Le fonctionnement des organismes internationaux doit être soumis à des règles internationales légitimes, basées sur la déclaration universelle des droits de l'Homme. Il faut mettre fin à la pratique perverse de donner plus de valeur aux traités commerciaux qu'aux droits humains, aux droits des capitaux plus qu'aux droits des travailleurs. Un pas en ce sens serait d'effectuer une campagne dans chaque pays en vue de la ratification d'une cour pénale internationale.

Lurie,
in: Foreign Affairs
Magazine

"From now on, we're moving forward together!"



Principes et valeurs en vue de la transformation sociale

Aux valeurs, ou mieux aux contre valeurs du néolibéralisme, le Forum veut opposer l'alternative des valeurs universelles comme base d'un autre monde possible. Les dieux néo-libéraux sont la monnaie, le marché et le capital et sur leurs autels les maîtres du monde sacrifient la vie de milliards d'êtres humains, exacerbant la marginalisation par l'exclusion. Face à ce projet qui prive de liberté travailleurs, femmes, enfants, qui produit l'exclusion et l'inégalité entre Nord et Sud, persécute et discrimine les sans-papiers (Europe), les descendants d'esclaves (Amériques), les Intouchables (Inde), le Forum veut créer un autre projet de civilisation avec, comme référence, les principes de la Révolution française, qui jusqu'ici ne furent pas mis en pratique. La pratique de ces valeurs doit mener à l'extension de la démocratie aux domaines du social et de l'économique et inclure le respect de l'environnement.

Actes et manifestes politiques

Citons l'acte de solidarité avec l'Argentine, pour lequel a été choisie comme représentante de ce pays l'une des Madres de la Plaza de Mayo, fameuses pour leur lutte courageuse contre la dictature militaire. Parlant au nom des Argentins, elle a dénoncé les dirigeants de son pays comme une mafia qui un jour devrait être substituée à la direction de la Nation par des personnes pourvues de conscience et d'autorité morale. Et puis, il y a eu une marche continentale contre l'ALEA (zone de libre commerce des Amériques) préconisée par George Bush qui veut l'imposer à tous les pays du continent, tout en excluant Cuba.

Les Etats-Unis présentent l'ALEA comme un accord pour faciliter les échanges commerciaux entre les pays du continent. Ils proposent la libération des achats (gouvernementaux inclus), des investissements, du secteur des services et du régime de propriété intellectuelle ; en fait, ce qui est en jeu, c'est la souveraineté et la liberté des pays des trois Amériques, les droits et conquêtes sociales. Le premier pays pauvre à rejoindre les États-Unis dans l'ALEA, le Mexique, a payé bien cher sa participation à un accord de libre commerce. En vérité, les États-Unis cherchent à étendre et à consolider leur pouvoir et à soumettre tout le continent aux compagnies transnationales. Durant le Forum a été lancé le "cri des Amériques" qui a convoqué à un plébiscite continental pour le 12 octobre contre l'instauration de l'ALEA.

Citons encore la marche pour la Paix qui a inauguré le Forum, avec la participation de quelque 60.000 personnes. Comme expression de cette volonté de paix a été élaboré un manifeste pour un monde sans guerre et contre le militarisme, qui a été remis au représentant du secrétaire général de l'ONU. L'accent y est mis sur l'urgence de mettre fin aux guerres et sur le transfert des ressources financières dépensées dans les conflits pour servir aux nécessités élémentaires de l'Humanité. Y sont également critiqués les États-Unis pour vouloir imposer leur volonté par la force et se constituer comme principal protagoniste dans la plupart des guerres existantes.

Vision critique

Les Madres de la Plaza de Mayo, connues dans toute l'Amérique latine, font plusieurs observations critiques sur le Forum:

- Il y avait trop d'ateliers, trop de sujets de discussion

- Le Forum était composé de trois états: celui de ceux qui commandent (accaparé surtout par les Français); celui des philosophes penseurs qui monopolisaient la parole dans les ateliers, séminaires et grandes assemblées; et finalement, celui des gens d'en bas, qui étaient là plus pour écouter que pour participer et exposer leurs expériences. Mieux vaut moins d'intellectuels et plus de gens du peuple, pour faire partager leur expérience concrète.

- L'objectif initial des Forums sociaux, qui était le socialisme, a été remplacé par la social-démocratie. Celle-ci, au lieu de vouloir changer le système capitaliste, compose avec lui et administre sa survie, tandis que le véritable socialisme ne fait pas de concessions sur l'essentiel des droits du peuple. Cela a des conséquences: l'objectif de la social-démocratie est seulement d'"humaniser" la globalisation. Mais pour le socialisme, il s'agit d'un système pervers qu'il faut détruire. La social-démocratie parle seulement de suspension de la dette; pour le socialisme, il s'agit d'un non-paiement.

Un document du Forum utilise de l'expression "terrorisme" des peuples. En vérité, il faut parler de terrorisme d'État, sinon l'on renforce ce dernier et l'on insinue que le soulèvement du peuple est terroriste. Dans la vision des Madres, le projet pervers de la globalisation ou de la domination néo-libérale doit être substitué par le socialisme, évidemment sans les erreurs qui ont été commises en son nom.

João Geisen

Proposition de directive européenne sur les marchés publics

Pour des critères sociaux, écologiques et de commerce équitable

Les marchés publics européens représentent 14% du PIB de l'Union européenne. L'intégration de conditions éthiques dans les procédures de passation des marchés publics contribuerait à concrétiser une politique de développement durable et de commerce équitable. C'est le message que nous avons demandé à Henri Grethen, Ministre de l'Economie, de répercuter au sein du Conseil européen des Ministres en charge du Marché intérieur qui devra se positionner prochainement vis-à-vis des nouvelles directives européennes en matière d'adjudication des marchés publics.

La proposition de directive de la Commission européenne risque de rendre impossible ou inapplicable d'emploi de critères sociaux et environnementaux dans la politique d'octroi de marchés publics.

Dans son article 53, la nouvelle proposition de législation affirme que les critères d'attribution de marchés doivent se fonder soit uniquement sur le prix le plus bas, soit sur les critères relatifs au processus de production et de commercialisation. Il en résulte que les aspects sociaux, éthiques et environnementaux ne peuvent pas être pris en compte (le respect des droits fondamentaux des travailleurs par exemple !), puisqu'ils ne sont pas "visibles" dans le produit final. Dans la pratique, cela rendra impossible toute politique d'achat éthique, sociale et économique pour des produits et services assujettis aux règles relatives aux adjudications publiques.

La crédibilité de toute politique de développement durable est remise en question par cette proposition de directive. En plus le projet de directive entre en contradiction avec le Traité de l'Union européenne qui affirme que la politique d'ensemble de l'Union Européenne doit tenir compte des politiques environnementale et de développement durable. Le projet est également en opposition avec la jurisprudence de la Cour Européenne de justice pour laquelle le principe de non discrimination est la seule limitation à la prise en compte de critères sociaux, éthiques et écologiques.

La politique en matière d'adjudication publique doit permettre à toute autorité d'utiliser des critères sociaux, écologiques ou de commerce équitable lors de l'attribution de contrats et d'adjudications publics. A cet effet l'article 53 doit être modifié.

Se positionnant de la sorte, la Commission européenne nie les pratiques existantes de milliers d'autorités nationales, régionales et locales en Europe donnant la préférence aux biens, services et marchandises produits dans le respect de l'environnement, d'une manière socialement acceptable, marquant une attention au statut de la femme et/ou commercialisés de manière équitable. La position de la Commission n'est par ailleurs plus conforme aux dispositions du Traité ni à la jurisprudence de la Cour de Justice européenne. Depuis l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam, le Marché intérieur est réalisé non seulement dans une perspective de croissance économique au sens strict mais plus largement de développement durable des activités économiques, concept qui contient également des aspects qualitatifs. Il est clair que les aspects sociaux, éthiques et environnementaux sont au cœur de tels progrès qualitatifs.

TransFair-Minka a demandé au Ministre Grethen de persévérer en ce sens lors des débats au sein du Conseil des Ministres européens du Marché intérieur, confirmant ainsi les pratiques d'achat éthique d'ores et déjà mises en place par des institutions publiques de plus en plus nombreuses ainsi que les positions prises par la Chambre des députés et le parlement européen à plusieurs reprises.

TransFair-Minka (9.4.2002)